

Appel du 10 mars 2004

mercredi 10 mars 2004,

Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la Libération, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France Libre (1940-1945), appelons les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle.

Soixante ans plus tard, le nazisme est vaincu, grâce au sacrifice de nos frères et sœurs de la Résistance et des nations unies contre la barbarie fasciste. Mais cette menace n'a pas totalement disparu et notre colère **contre l'injustice** est toujours intacte.

Nous appelons, en conscience, à célébrer l'actualité de la Résistance, non pas au profit de causes partisans ou instrumentalisées par un quelconque enjeu de pouvoir, mais pour proposer aux générations qui nous succéderont d'accomplir **trois gestes humanistes et profondément politiques** au sens vrai du terme, **pour que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais** :

1- Nous appelons d'abord les éducateurs, les mouvements sociaux, les collectivités publiques, les créateurs, les citoyens, les exploités, les humiliés, à célébrer ensemble l'anniversaire du programme du Conseil national de la Résistance (C.N.R.) adopté dans la clandestinité le 15 mars 1944 : Sécurité sociale et retraites généralisées, contrôle des "féodalités économiques", droit à la culture et à l'éducation pour tous, presse délivrée de l'argent et de la corruption, lois sociales ouvrières et agricoles, etc. Comment peut-il manquer aujourd'hui de l'argent pour maintenir et prolonger ces conquêtes sociales, alors que la production de richesses a considérablement augmenté depuis la Libération, période où l'Europe était ruinée ? Les responsables politiques, économiques, intellectuels et l'ensemble de la société **ne doivent pas démissionner, ni se laisser impressionner par l'actuelle dictature internationale des marchés financiers qui menace la paix et la démocratie.**

2- Nous appelons ensuite les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à **définir ensemble un nouveau " Programme de Résistance " pour notre siècle**, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales.

3- Nous appelons enfin les enfants, les jeunes, les parents, les anciens et les grands-parents, les éducateurs, les autorités publiques, à une véritable **insurrection pacifique contre les moyens de communication de masse qui ne proposent comme horizon pour notre jeunesse que la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous.** Nous n'acceptons pas que les principaux médias soient désormais contrôlés par des intérêts privés,

contrairement au programme du Conseil national de la Résistance et aux ordonnances sur la presse de 1944.

Plus que jamais, à ceux et celles qui feront le siècle qui commence, nous voulons dire avec notre affection : " Créer, c'est résister. Résister, c'est créer ".

Signataires :

Lucie AUBRAC,
Raymond AUBRAC,
Henri BARTOLI,
Daniel CORDIER,
Philippe DECHARTRE,
Georges GUINGOUIN,
Stéphane HESSEL,
Maurice KRIEGEL-VALRIMONT,
Lise LONDON,
Georges SEGUY,
Germaine TILLION,
Jean-Pierre VERNANT,
Maurice VOUTEY.

Les signataires

[Source : ATTAC-France]

Lucie AUBRAC

Lucie Aubrac, née Bernard, est née le 29 juin 1912 dans la région de Mâcon.

Avant la guerre, ses études universitaires à la Sorbonne (agrégée de l'université) l'amènent à enseigner l'histoire.

Pendant la guerre, elle s'engage dès 1940 dans la Résistance à Lyon avec son mari, Raymond Aubrac, où elle contribue à créer le mouvement Libération-Sud. A la tête d'un commando armé, elle mène notamment une action militaire pour faire libérer son époux. Après le succès de cette opération, les deux époux quittèrent la France en février 1944 pour rejoindre de Gaulle à Londres, puis à Alger.

Après la guerre, en 1945, au moment où les femmes françaises accèdent pour la première fois au droit de vote, elle crée le journal Privilège de femmes qui n'existera que quelques mois. Elle est membre de l'Assemblée consultative issue de la Résistance et chargée de superviser les Comités départementaux de Libération.

Elle reprendra ensuite l'enseignement de l'histoire.

Lucie Aubrac a publié plusieurs ouvrages dont, en 1984, un récit sur l'évasion qu'elle organisa pour libérer son mari de Klaus Barbie, Ils partiront dans l'ivresse.

Raymond AUBRAC

Raymond Aubrac est né le 31 juillet 1914 à Vesoul (Haute-Saône).

Avant la guerre il est ingénieur des Ponts et Chaussées.

Pendant la guerre, il s'engage dans la Résistance à Lyon où il participe avec sa femme, Lucie, à la création du mouvement Libération-Sud. Chargé de la publication du journal Libération, l'un des plus importants journaux clandestins, dont le premier numéro sort en juillet 1941, il fut en octobre 1942 chargé, au sein du réseau Libération-Sud, de l'organisation paramilitaire du réseau. Il devient membre de l'Etat-major de l'Armée secrète du général Delestraint. Arrêté à deux reprises, le 15 mars 1943 par la Milice, et le 21 juin avec Jean Moulin par Klaus Barbie, il est libéré par un groupe franc dirigé par son épouse. Parti pour Londres, puis pour Alger, il est délégué à l'Assemblée consultative en 1944.

Après la guerre, il est Commissaire régional de la République à Marseille de 1944 à 1945, puis directeur et inspecteur général au ministère de la Reconstruction de 1945 à 1948, chargé du déminage du pays.

Il est l'auteur, entre autres, de Résistances (1997).

Henri BARTOLI

Lycéen, puis étudiant à la faculté de Droit, il diffuse des journaux clandestins comme Témoignage chrétien. Il distribue des faux papiers avec son père médecin. Agent de liaison dans l'armée secrète, il participe au réseau Catanga et travaille au sein du CNR pour préparer la politique économique d'après guerre.

Bibliographie succincte :

Guidés par l'espérance : de la résistance au nazisme aux combats pour la paix, éditions Karthala, 2003.

Histoire de la pensée économique en Italie, publications de la Sorbonne, 2003.

Economie du travail, ISMEA, 2004.

Repenser le développement : en finir avec la pauvreté, éditions de l'Unesco, Economica, 1999.

Investissement et environnement : les méthodes d'évaluation de projets, Economica, 1996.

L'économie, service de la vie : crise du capitalisme, une politique de civilisation, presses universitaires de Grenoble, 1996.

Daniel CORDIER

Daniel Cordier est né le 10 août 1920 à Bordeaux.

Pendant la guerre, il est l'un des premiers à répondre à l'appel du général de Gaulle en juin 1940 et entre au Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). Il est volontaire pour accomplir des missions en France et c'est ainsi qu'il est parachuté le 26 juillet 1942 pour servir auprès de Jean Moulin, délégué du général de Gaulle. Il devient rapidement le principal collaborateur du fondateur du Conseil National de la Résistance.

Après la guerre, de retour à Paris, il se consacre à la peinture et ouvre une galerie en 1956. Entre 1973 et 1989, il effectue sept donations à l'Etat : 500 oeuvres de 64 artistes différents, intégrées aux collections du Musée National d'Art Moderne (Centre Georges Pompidou). A partir de 1977, il devient historien pour défendre la mémoire de Jean Moulin.

Philippe DECHARTRE

Philippe Dechartre, pseudonyme que prend dans la Résistance Jean DUPRAT-GENEAU, est né le 14 février 1919 au Viêt-Nam.

Avant la guerre il a été élève au lycée Louis-le-Grand à Paris et à la faculté de Droit de Paris. Il est licencié en droit puis producteur et réalisateur de spectacle.

Pendant la guerre, il est Délégué général des prisonniers de guerre, déportés de la résistance et déportés du travail auprès du Gouvernement provisoire de la république à Alger (1944), il appartient aux cercles gaullistes historiques.

Après la guerre il a été plusieurs fois ministre et député, il est membre depuis 1994 du Conseil économique et social dont il est aujourd'hui le Doyen.

Georges GUINGOUIN

Georges Guingouin est né le 2 février 1913 à Magnac-Laval (Haute-Vienne).

Avant la guerre il fait ses études à l'école primaire supérieure de Bellac puis à l'Ecole normale d'instituteurs de Limoges (1931-1934).

Pendant la guerre il est mobilisé en 1939 et le 18 juin 1940, blessé au combat, Georges Guingouin se retrouve à l'hôpital de Moulin qu'il quitte afin de ne pas être prisonnier. Il organise la résistance dès juillet 1940 sous forme de groupes clandestins et par la diffusion de tracts. Il prend le maquis en avril 1941, à la tête d'une imprimerie clandestine et crée les premiers groupes armés nommés Francs Tireurs. Il organise de nombreuses actions de sabotage. Le 12 août 1944, il donne l'ordre d'encercler Limoges, ce qui permettra, le 21 août 1944, la libération de la ville sans aucune perte humaine. Au lendemain de la libération de Limoges, 20 000 combattants en Haute-Vienne sont sous les ordres du colonel Guingouin dont 6 500 iront combattre dans les départements voisins.

Dans la période d'après-guerre, il est élu maire de Limoges en mai 1945 jusqu'à octobre 1947 et conseiller municipal jusqu'en janvier 1953. Il reprend ensuite son métier d'instituteur dans l'Aube jusqu'à sa retraite en 1968.

Georges Guingouin a publié :

- Documents et récit sur la libération de la ville de Limoges, Limoges, 1945.**
- Nouvelle de prison, Limoges, 1955**
- Georges Guingouin, Premier maquisard de France, Limoges, 1983.**

Stéphane HESSEL

Stéphane Hessel est né le 20 octobre 1917 à Berlin (Allemagne).

Arrivé en France en 1924, il est admis en 1937 à l'Ecole Normale Supérieure et naturalisé français.

Pendant la guerre, en juin 40, il essaie de rejoindre Londres sans succès. Il n'y parviendra qu'en 1941 et il rejoint le général de Gaulle. Il fera partie du BRCA.

Organisateur de la mission Greco qui doit organiser la couverture radio sur l'ensemble du territoire français pour le Débarquement, il est arrêté en juillet 1944 et est déporté à Buchenwald puis à Dora.

Revenu des camps, il passe le concours du Quai d'Orsay et commence une carrière diplomatique. Il sera, entre autres, sous-directeur du Programme des Nations Unies pour le Développement de 1971 à 1972. Représentant permanent de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, il devient Ambassadeur de France en 1981. Il a siégé à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et au Haut Conseil pour l'intégration. Il a représenté la France à la Conférence mondiale de Vienne pour les droits de l'homme en 1993.

Maurice KRIEGEL-VALRIMONT

Maurice Kriegel-Valrimont est né à Strasbourg en 1914.

Il est, avant-guerre, syndicaliste et, selon ses propres mots, " jeune antifasciste de tendance rebelle ".

En 1944, il est au commandement national des Forces françaises de l'intérieur et reçoit avec le général Leclerc et Henri Rol-Tanguy, la reddition de von Choltitz à la Libération de Paris. Grand officier de la Légion d'honneur, membre du Comité d'action militaire (COMAC : organe de commandement des FFI en France) du Conseil national de la Résistance.

Après la guerre il est député communiste de Meurthe-et-Moselle sous la IVème République, il exercera également les fonctions de vice-président de la Haute-Cour de justice.

Il est l'auteur, notamment, de Mémoires rebelles en 1999.

Lise LONDON

Ancienne des Brigades Internationales dans l'Espagne républicaine, capitaine dans la Résistance, ancienne déportée à Ravensbrück, officier de la Légion d'honneur, elle a participé activement à sortir son mari, Arthur London, des griffes staliniennes. Ce dernier, nommé vice-ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie en 1949, sera kidnappé en pleine rue le 28 janvier 1951, et devient l'un des quatorze accusés du procès de Prague en 1952, à qui l'on arrachera des aveux de « conspiration contre l'État » qui se révéleront plus tard fabriqués. Onze condamnations à mort par pendaison, trois à perpétuité, dont Arthur London. Les progressistes d'Europe ont découvert ce drame dans l'Aveu.

Bibliographie succincte :

L'écheveau du temps : la mégère de la rue Daguerre, souvenirs de résistance, Paris, Seuil, 1995.

L'écheveau du temps : le printemps des camarades, Paris, Editions du Seuil, 1996.

L'aveu : dans l'engrenage du procès de Prague, version française d'Arthur et Lise London, Gallimard, 1971.

Georges SÉGUY

Georges Séguy est né le 16 mars 1927 à Toulouse (Haute-Garonne).

Avant la guerre il est ouvrier imprimeur et militant syndical.

Pendant la guerre il devient responsable des Francs-Tireurs et Partisans Français, est arrêté en 1944 et déporté au camp de Mauthausen.

Après la Libération, il est membre du Syndicat des cheminots de Toulouse de 1946 à 1949. Secrétaire général de la Fédération des cheminots CGT de 1961 à 1965, il devient Secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982 et président d'honneur de l'Institut d'histoire sociale de la CGT.

Il est l'auteur, entre autres, de Lutter (1975) et La Grève (1993).

Germaine TILLION

Germaine Tillion est née le 30 mai 1907 à Allègre (Haute-Loire).

Avant la guerre, ethnologue, elle est formée par Marcel Mauss et Louis Massignon puis part en Algérie en 1937 pour des études sur les ethnies berbères.

Pendant la guerre, de retour en France au moment de l'armistice de 1940, elle devient chef du réseau de Résistance du Musée de l'Homme, avec le grade de commandant de 1940 à 1942, qui travaille à l'évasion des prisonniers et au renseignement. A la suite d'une arrestation, elle est déportée à Ravensbrück.

Elle se consacrera après la guerre à des travaux sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (enquête sur les crimes de guerre allemands, sur les camps de concentration soviétiques entre 1945 et 1954) puis sur l'Algérie. Elle a créé en France l'enseignement dans les prisons. Directrice d'études à l'École pratique des Hautes études, elle a réalisé vingt missions scientifiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Elle retourne en Algérie en 1954 pour une mission d'observation et participe à la création de centres sociaux : ses nombreux travaux de recherches au cours de sa carrière au CNRS et à l'EHESS portent sur les sociétés méditerranéennes.

Germaine Tillion a publié de nombreux ouvrages :

- Il était une fois l'ethnographie, Paris, Seuil, 2000.**
- Le Harem et les cousins, 1966.**
- Ravensbrück, Suisse, 1946.**

Jean-Pierre VERNANT

Jean-Pierre Vernant est né le 4 janvier 1914 à Provins (Seine-et-Marne).

Avant la guerre, jeune antifasciste dans le Quartier Latin des années 30, il fait ses études secondaires à Paris aux lycées Carnot et Louis-le-Grand puis des études de philosophie à la Sorbonne. En 1937 il est reçu premier à l'agrégation de philosophie.

Appelé au service militaire en octobre 1937, il est sergent-chef dans l'infanterie et reste mobilisé à la déclaration de guerre en septembre 1939. Démobilisé, il est nommé professeur au lycée de Toulouse et entre en résistance dès le mois de juillet 1940 en éditant à Narbonne avec son frère des tracts qu'il colle la nuit sur les murs de la ville. En février 1942, il entre dans le mouvement Libération et organise à Toulouse les groupes militaires de ce mouvement. En novembre il est nommé chef départemental de l'Armée Secrète (AS) pour la Haute-Garonne. Au début de 1944 il commande plusieurs groupes qui opèrent des destructions diverses, l'exécution d'agents de la Gestapo et de la Milice et la destruction de fiches de recensement pour le STO. Le 19 août 1944, il entre dans Toulouse à la tête de ses hommes. En septembre 1944, il devient responsable des Forces française de l'Intérieur (FFI) de Haute-Garonne, remplaçant Serge Ravelin à la tête de 45 000 hommes des neuf départements du Sud-Ouest.

Après la guerre Jean-Pierre Vernant est professeur au Collège de France et spécialiste de la Grèce Ancienne. Historien, il est l'auteur, entre autres, de :

- Entre mythe et politique, 1996.
- L'Univers, les dieux, les hommes, 1999.
- Les origines de la pensée grecque, Paris, 1962.
- Mythe et société en Grèce Ancienne, Paris, 1974.
- Mythe et pensée chez les Grecs, Paris, 1981.
- Soi même et l'autre en Grèce Ancienne, Paris, 1989.

Maurice VOUTEY

Il a participé à la Résistance dans les rangs du Front National (FPJ puis FUJP). Arrêté, il a été déporté à Dachau puis dans les camps du Neckar. À son retour, il a enseigné l'histoire et la géographie et a publié différentes études historiques et biographiques. Maurice Voutey est actuellement secrétaire général de la Fédération nationale des déportés et internés résistants patriotes (FNDIRP). Il est l'auteur d'un roman intitulé Baptiste ou la terre promise, le pouvoir dictatorial allemand reste son domaine de prédilection. L'histoire du système concentrationnaire nazi, les camps nazis, l'ère hitlérienne et la presse clandestine, pendant l'occupation, font partie de sa bibliographie sur le sujet.

Bibliographie succincte :

Évolution et rôle du système concentrationnaire nazi, préf. Maurice Lombard, Dijon, CRDP, 1984.

La déportation, Paris, FNDIRP, 1994.

Les camps nazis. Des camps sauvages au système concentrationnaire, 1933-1945, Graphein, 1999.

Le système concentrationnaire nazi, Mémoire vivante (publication de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation), n°31, août.

Pierre Meunier, Jean Moulin, mon ami, éd. de l'Armançon, 2003.